



DÉBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



## Le site internet consacré au débat enfin alimenté

A SUIVRE

Un dossier du débat, à destination du public est désormais en ligne sur le site dédié au débat [www.transition-energetique.gouv.fr](http://www.transition-energetique.gouv.fr). Sont également disponibles « le socle de connaissance », ainsi que « les cahiers d'acteurs », qui regroupent les contributions des membres du Conseil national du débat. Des outils pour un débat « ouvert à toutes et à tous ! ».

N°12298 — Jeudi 7 mars 2013 — 49<sup>e</sup> année

[www.enerpresse.com](http://www.enerpresse.com)

### À NOTER

## Arnaud Montebourg attendu sur la fiscalité

À l'occasion d'une conférence de presse qui aura lieu ce jeudi à midi et qui sera consacré aux avancées du plan automobile gouvernemental, le ministre du Redressement productif aura l'occasion de clarifier l'agenda et la position du gouvernement sur la question de la fiscalité du gazole. Laquelle a été l'objet de commentaires contradictoires ces derniers jours de la part de différents ministères.

### ACTUALITÉS

## Importations pétrolières : la Chine prend la 1<sup>re</sup> place

Pour la première fois de l'histoire, la Chine est devenue le premier importateur mondial net de pétrole en décembre 2012. Un bouleversement qui a de quoi remettre en cause la stratégie des États-Unis pour contrôler la libre circulation de l'or noir depuis les pays du Golfe arabo-persique et l'Afrique et qui devrait aussi leur permettre de nettement réduire leur déficit commercial...

Lire pages 3 à 9

### L'ENDROIT DU DÉBAT

## Les préconisations de la FF3C

Si la transition énergétique suppose « une substitution progressive et vraisemblablement partielle des hydrocarbures », celle-ci doit se réaliser sans heurts, plaide la Fédération française des Combustibles, Carburants & Chauffage. La FF3C vient de mettre en ligne sur son site Internet ses « contributions préliminaires » aux réflexions du groupe de contact des entreprises de l'énergie.

Lire page 10

### TÉMOIN DU MOIS

## Jan Horst Keppler

Suite à la parution d'« *Énergies nucléaire et renouvelables : Effets systémiques dans les réseaux électriques bas carbone* », le BIP s'est entretenu avec l'un de ses co-auteurs, Jan Horst Keppler, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine et Directeur scientifique de la Chaire European Electricity Markets. Il est en outre conseiller senior de la Division du développement nucléaire de l'AEN de l'OCDE.

Lire pages 11 à 14

### REPÈRES

## Février 2013

Fracturation hydraulique en Allemagne, marges de raffinage, départ de Steven Chu, Bruno Léchevin à la tête de l'Ademe, Petroplus, gaz de houille, réforme du Code minier, TIGF, etc. Tous ces sujets qui ont fait l'actualité du mois de février 2013 sont à retrouver dans les pages repères.

Lire pages 15 à 22

### MARCHÉS À TERME – 6 MARS 2013

	NYMEX		ICE	
	WTI \$/bl	Gaz nat. \$/MBtu	Brent \$/bl	Gazole \$/t
Mars	-	-	-	927,00 +2,25
Avril	90,43 -0,39	3,470 -0,059	111,06 -0,55	929,50
Mai	90,90	3,519	110,11	927,50
Juin	91,30	3,568	109,22	923,75
Juil.	91,57	3,624	108,46	921,25

Les cours du pétrole ont terminé en recul hier à New York comme à Londres, plombés par une forte hausse des stocks hebdomadaires de brut aux États-Unis alors que le marché continuait de soulever les conséquences du décès du président vénézuélien Hugo Chavez.

Président / Directeur de la publication : Guillaume Prot – Impression : Groupe Moniteur – Dépôt légal : à parution.

Pour joindre directement vos correspondants composer le 01.40.13 suivi des 4 chiffres figurant entre parenthèses.

Rédactrice en chef : Élisabeth Salles (35 27) – Rédacteurs : Daniel Borja (50 58) – Carole Lanzi (50 57) – Timothée Bongrain (36 43)

Assistante : Stéphanie Leclerc (50 61) – Courriel : [stephanie.leclerc@groupemoniteur.fr](mailto:stephanie.leclerc@groupemoniteur.fr)

Principal actionnaire : INFO SERVICES HOLDING – Société editrice : Groupe Moniteur SAS au capital de 333 900 euros. RCS : Paris B 403 080 823

Siège social : 17, rue d'Uzès 75108 Paris cedex 02 – Numéro de commission paritaire : 0913 T 82074

## FRANCE

**Le dossier du débat national sur la transition énergétique est en ligne à destination du grand public**

Un dossier du débat, à destination du public et qui « *regroupe tous les éléments nécessaires à la compréhension des données, des engagements déjà pris, des enjeux du débat* », selon le communiqué de presse du ministère publié hier mercredi, est désormais en ligne sur le site [www.transition-energetique.gouv.fr](http://www.transition-energetique.gouv.fr). Dans l'éditorial de ce dossier, la ministre Delphine Batho explique que « *Ce débat national, voulu par le Président de la République, ne sera pas une discussion d'experts. Il s'appuie sur la participation citoyenne et sur celle des territoires, mais aussi sur l'implication des associations, des syndicats, des représentants des salariés et des employeurs, des consommateurs, des élus locaux, il est ouvert à toutes et tous !* »

La ministre ajoute, toujours dans l'éditorial du document d'une petite centaine de pages que « *Tous les sujets seront abordés, toutes les opinions pourront s'exprimer autour des quatre grandes questions du débat :*

- 1. *Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.*
- 2. *Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quel type de scénarii possibles à horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?*
- 3. *Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?*
- 4. *Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?* »

Sont également disponibles, depuis le 6 mars, sur le site dédié au débat « *le socle de connaissance* », qui présente un socle commun de connaissances pour tous les Français qui désirent s'informer et participer ». Ainsi que « les cahiers d'acteurs », qui regroupent les contributions des membres du Conseil national du débat. Le communiqué du ministère ajoute que le débat « *est désormais sur les réseaux sociaux* ». Sur Twitter, c'est le compte @tr-energetique qui « *agrège et relaie les différentes opinions* ». Le hashtag #DNTE peut être utilisé pour débattre et interagir sur le sujet.

## FRANCE

**Transposition du droit européen dans le domaine du développement durable**

La ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a présenté hier en conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable. Il s'agit notamment de l'article 8 de la directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique. « *La directive instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises (5 000 au total)*, indique le communiqué de presse du conseil des ministres. *Cet audit doit être réalisé par des personnes qualifiées ou agréées. La directive imposant la réalisation du premier audit avant le mois de décembre 2015, il était nécessaire de prévoir dès 2013 des dispositions permettant la montée en puissance du dispositif* ». Selon cet article 8, les États membres doivent en effet promouvoir la mise à disposition d'audits énergétiques de haute qualité, de même que définir, aux fins de ces audits, des critères minimaux transparents et non discriminatoires.

Le même projet de loi présenté hier transpose également la directive 2009/119/CE du 14 septembre 2009 ayant pour objet d'obliger à maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et de produits pétroliers.

**MER DU NORD BRITANNIQUE****Total autorisé à redémarrer ses champs Elgin et Franklin**

L'autorité britannique de santé et de sécurité (HSE) a donné mercredi 6 mars son feu vert à un redémarrage de la plate-forme gazière Elgin en Mer du Nord britannique, a-t-elle fait savoir dans un communiqué. Exploitée par le français Total, la plate-forme avait cessé sa production il y a près d'un an à la suite d'une fuite qui a relâché jusqu'à 200 000 m<sup>3</sup> de gaz naturel par jour, sans provoquer de dégâts humains ni environnementaux, à l'exception d'une émission accrue de gaz à effets de serre. Le puits défectueux à l'origine de cette fuite a ensuite été colmaté en mai. Il appartiendra désormais à Total de décider quand reprendre ses opérations, a souligné le HSE, qui ajoute que son enquête sur les circonstances de l'incident reste en cours. L'arrêt de l'exploitation d'Elgin et du champ voisin de Franklin (également interrompue depuis fin mars) a amputé la production d'hydrocarbures du groupe français d'environ 50 000 barils équivalent pétrole par jour. En mai dernier, le p-dg de Total, Christophe de Margerie, avait chiffré le coût de l'incident à un montant compris entre 300 et 400 millions de dollars.

**ÉTATS-UNIS****ExxonMobil : 38 mds\$/an d'investissements jusqu'à 2017 pour augmenter sa production**

Sur la période 2013-2017, Exxon compte dépenser en moyenne 38 milliards de dollars par an, a-t-il indiqué à l'occasion de sa présentation annuelle aux analystes, soit 1 md\$ de plus qu'annoncé l'an dernier. Ces investissements doivent permettre de porter sa production moyenne à 4,8 millions de barils équivalent pétrole par jour en 2017, contre 4,2 Mbep/j l'an dernier, selon les documents fournis lors de cette présentation. Pour 2013, le géant pétrolier américain table toutefois sur un recul de sa production de 1 %. Elle avait déjà baissé de 5,9 % l'an dernier. Par ailleurs, ExxonMobil a également annoncé la cession à une filiale du russe Rosneft d'une participation de 30 % dans 20 blocs d'exploration en eau profonde qu'il détient dans le Golfe du Mexique. L'accord, dont les modalités financières n'ont pas été dévoilées, prévoit qu'ExxonMobil conserve 70 % et la direction opérationnelle de ces blocs, où il n'y a pas de production pour l'instant. La transaction entre dans le cadre d'un accord signé en 2011 par la compagnie américaine et Rosneft.

**VÉNÉZUELA****Pas de changements majeurs à prévoir dans la politique pétrolière**

« La transition laisse planer une incertitude sur la production de brut du pays, mais nous ne nous attendons pas à des changements majeurs dans la politique pétrolière de Caracas », ont expliqué à l'AFP les experts du cabinet JBC Energy. Selon eux, il y a notamment peu de chances de voir le pays s'ouvrir davantage (dans l'immédiat) à des investissements étrangers accrus, alors que se poursuivent des litiges avec des compagnies internationales, tel l'américain ConocoPhillips. « La rente pétrolière représentant 90 % des ressources en devises du pays, la capacité d'une éventuelle administration Maduro à continuer la politique sociale de Chavez dépendra d'un accroissement de la production pétrolière, ce qui pourrait l'inciter à plus de flexibilité dans ses relations avec les compagnies internationales », a estimé de son côté Diego Moya-Ocampos, analyste d'IHS Global Insight. Mais même une plus grande ouverture aux capitaux étrangers ne bouleversera pas la donne du jour au lendemain: il a fallu dix ans à M. Chavez pour « délabrer » l'industrie pétrolière du pays, il faudra probablement dix ans pour qu'elle remonte la pente, a jugé David Rees, du cabinet Capital Economics. La production de brut s'est effondrée de 25 % sous la présidence Chavez, faute d'investissements suffisants. Dans tous les cas, le Venezuela devrait rester un acteur majeur des marchés pétroliers.

## MONDE

**Importations pétrolières : la Chine supplante les États-Unis**

Pour la première fois de l'histoire, la Chine est devenue le premier importateur mondial net de pétrole en décembre 2012. Un bouleversement géopolitique qui a de quoi remettre en cause la stratégie menée depuis des dizaines d'années par les États-Unis - devenus premier importateur mondial au milieu des années 70 - pour contrôler la libre circulation de l'or noir depuis les pays du Golfe arabo-persique et l'Afrique. Un bouleversement qui devrait également permettre à Washington de nettement réduire son déficit commercial...

Les importations américaines nettes de pétrole ont donc chuté à 5,98 millions de barils par jour lors du dernier mois de l'année 2012, à leur plus bas niveau depuis février 1992, selon les chiffres provisoires de l'US Energy Information Administration (EIA). Sur la même période, les importations nettes de pétrole de la Chine ont bondi à 6,12 Mb/j, d'après les douanes chinoises. Bien que les chiffres de décembre soient souvent instables pour des raisons fiscales, analystes et traders estiment que le changement se poursuivra.

Les États-Unis profitent clairement de l'explosion de l'exploitation des huiles de schiste. Outre-Atlantique, la production de pétrole a ainsi bondi l'an dernier de plus de 800 000 b/j. La hausse de la production nationale a permis au pays de réduire sa dépendance à l'égard de l'OPEP. Mais la réduction de la demande américaine est diversement perçue au niveau des États, l'Arabie Saoudite (*lire également ci-après*), le Koweït et d'autres pays du Moyen-Orient souffrant relativement peu du repli de la demande américaine, à l'inverse de pays producteurs africains comme l'Angola et le Nigeria.

Ce "passage de témoin" aura donc des répercussions sur les relations entre pays mais aussi sur le contrôle des principales routes maritimes, jusqu'ici chasse gardé des américains. Comme le note le *Financial Time*, dans son édition du 5 mars, la Chine a d'ailleurs déjà commencé à marquer son empreinte dans plusieurs pays producteurs d'or noir tels que le Soudan, l'Angola et l'Irak, où les entreprises d'État chinoises ont investi des milliards de dollars. La Marine américaine va de son côté réduire le nombre de porte-avions opérant dans le détroit d'Ormuz, endroit clé du marché pétrolier mondial qui relie le Golfe aux grands consommateurs mondiaux de pétrole.

## MONDE

**L'Arabie Saoudite, premier producteur et exportateur net de brut pour l'année 2012**

Selon des données publiées le 5 mars par l'US EIA (Energy Information Administration), l'Arabie Saoudite a été le premier producteur et exportateur mondial de pétrole brut et autres liquides d'hydrocarbures en 2012, avec un débit de production moyenne de 11,6 millions de barils/jour et un rythme d'exportation (net) d'environ 8,6 Mb/j. Par comparaison, le royaume wahhabite produit plus de trois fois plus que le deuxième membre le plus important de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en l'occurrence l'Iran, et autant que l'ensemble de tous les autres pays arabes du Moyen-Orient, précise l'agence gouvernementale américaine.

Non content de surclasser la production et les exportations mondiales, le pays est également assis sur 268 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole (plus de 16 % du total mondial) et est le seul à disposer d'une vaste capacité de réserve (*spare capacity*) en matière d'extraction, à même d'amortir les perturbations du marché. Bien que le territoire saoudien abrite environ une centaine de champs de pétrole et de gaz naturel, plus de la moitié de ses réserves prouvées sont concentrées sur huit d'entre eux. Dont celui de Ghawar, le plus important champ pétrolier d'Arabie saoudite (et du monde), qui renferme à lui seul quelque 70 Gbls de réserves prouvées, soit davantage que les réserves prouvées de n'importe quel pays au monde (sauf sept...).

En 2012, les États-Unis ont été destinataires de 16 % des exportations saoudiennes d'hydrocarbures liquides. Lesquelles ont représenté 13% du total des importations pétrolières américaines (le principal fournisseur des États-Unis en la matière étant le Canada).

Bien que numéro un mondial des exportations, l'Arabie Saoudite consomme une partie de sa production pétrolière, et les volumes sont même en pleine croissance, souligne l'EIA. Selon laquelle jusqu'à un million de b/j sont consacrés à la production d'électricité pendant les mois les plus chauds de l'été. La demande intérieure d'électricité a doublé depuis 2000 et devrait continuer sur sa lancée.

Sans des initiatives visant à s'adapter à d'autres sources d'énergie et à accroître l'efficacité, le pays sera appelé à consommer des volumes croissants de pétrole, plus cher que d'autres combustibles en comparaison - y compris en matière de manque à gagner sur les exportations.

## FRANCE

### L'ouverture s'accélère en gaz et se poursuit en électricité

L'ouverture du marché de l'énergie, instaurée en 2007, s'est poursuivie en 2012 à un rythme plutôt stable pour l'électricité et s'est accélérée pour le gaz, indique la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans son « Bilan 2012 de l'ouverture des marchés de l'énergie », publié mercredi 6 mars.

Dans le résidentiel, en gaz, on compte 87 000 clients supplémentaires (+ 5,4 %) contre 64 000 durant le 3<sup>e</sup> trimestre. Pour l'électricité, on peut constater une hausse de 3,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre de 2012, avec 75 000 clients contre 79 000 au trimestre précédent. Ce qui implique que 1,7 millions de sites sur un total de 10,6 millions sont en offre de marché pour le gaz, dont 1,2 million chez un fournisseur alternatif. Et que 2,1 millions de sites sur un total de 30,8 millions sont en offre de marché pour l'électricité (dont la quasi-totalité chez un fournisseur alternatif).

En ce qui concerne le secteur non résidentiel, la CRE constate la quasi-stabilité de l'ouverture du marché de l'électricité avec 1 000 clients supplémentaires à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre. En gaz, le rythme d'ouverture s'accélère puisqu'on enregistre 9 000 clients supplémentaires (+ 3 %) à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre contre 4 500 au cours du trimestre précédent.

Au total, 662 000 sites sur un total de 4,9 millions sont en offre de marché en électricité, dont 375 000 chez un fournisseur alternatif, et 309 000 sites sur un total de 675 000 le sont en gaz, dont 145 000 chez un fournisseur alternatif.

## ALLEMAGNE

### Projet de forage en Bavière pour PRD Energy

PRD Energy vient d'obtenir un permis d'exploration et d'exploitation de cinq ans sur le bloc Südbayern-Nord, un secteur du bassin molassique au pied des Alpes bavaroises. La firme junior de Calgary s'engage à forer au moins un puits sur la période, et à le mettre en production en cas de succès. Selon la compagnie, l'histoire régionale est riche en découvertes pétrolières significatives. Déjà présent sur plusieurs permis en Allemagne, qui lui ont été attribués ces derniers mois (*cf. BIP des 25.01 et 10.09.12*), PRD Energy, qui dispose de bureaux à Berlin, est également dans l'attente de la décision des Pouvoirs publics sur d'autres périmètres outre-Rhin, comme cela a été rappelé le 5 mars.

Avant de se voir attribuer Südbayern-Nord, PRD était déjà détenteur de cinq permis de production (Hohenassel, Broistedt, Molme, Oberg et Volkensen) et de trois en exploration (Steinhorst, Wittmund et Sittensen).

## FINLANDE

**L'importation de GNL qatari est à l'étude**

Selon son Premier ministre, Jyrki Katainen, la Finlande envisagerait d'importer prochainement du GNL (gaz naturel liquéfié). Cité le 6 mars par l'agence de presse *QNA (Qatar News Agency)* à l'issue d'une visite officielle à Doha, le chef du gouvernement à Helsinki a indiqué que la compagnie finnoise Gasum envisageait de construire un terminal d'importation à vocation régionale, susceptible d'accueillir notamment du GNL qatari. Des négociations bilatérales ont eu lieu en ce sens lors de la visite, a-t-il été précisé.

Jyrki Katainen, qui était accompagné d'une délégation d'une soixantaine de représentants d'entreprises, a évoqué de manière plus générale l'importance que revêt à ses yeux le développement de relations entre deux pays de taille modeste mais susceptibles de jouer un rôle important, y compris à l'international. La Finlande, a-t-il ajouté, est également à la recherche de voies innovantes pour améliorer sa compétitivité, notamment économique.

## MER DU NORD NORVÉGIENNE

**Découverte pétrolière pour Lundin Petroleum sur Johan Sverdrup**

Lundin Petroleum a annoncé mercredi 6 mars que le puits d'évaluation 16/3-5 foré sur le permis PL501, connu aussi sous le nom de Johan Sverdrup, a rencontré une colonne de 30 mètres de pétrole brut dans une zone de grès du Jurassique supérieure (pour 14 mètres) et dans le réservoir carboné d'une formation du Zechstein permien (pour 16 mètres). Le puits est situé à 3 km au Sud du puits d'évaluation 16/3-4 et à 3 km à l'Est du puits 16/2-7, tous deux situés sur la licence PL501. Un programme de carottage, de coupes géologiques et de 2 tests de production ont été complétés avec succès, indique le communiqué publié par la compagnie norvégienne.

Le puits a été foré à partir de la plate-forme semi-submersible *Bredford Dolphin*, laquelle va prendre le chemin de la licence PL359 pour forer le prospect d'exploration Luno II, opéré par Lundin. « *Nous sommes extrêmement satisfaits de ces résultats* », a déclaré Ashley Heppenstall, patron de Lundin Petroleum, ajoutant que ceux-ci « *faisaient partie des meilleurs jamais obtenus en Mer du Nord* ». Lundin Norway (opérateur, 40 %), filiale de Lundin Petroleum, a pour partenaires sur le permis PL501 Statoil Petroleum (40 %) et Maersk Oil Norway (20 %).

## RUSSIE

**GNL : un contrat de services à Sakhaline attribué à GE**

Par l'intermédiaire de sa branche GE Oil & Gas, le géant américain de l'ingénierie et des équipements industriels General Electric a annoncé le 5 mars avoir obtenu une extension de contrat de service d'une valeur de 333 millions de dollars, concernant le développement gazier Sakhalin-2, sur l'île de Sakhaline au large de l'Extrême-Orient russe. Attribué par Sakhalin Energy, ce contrat de 16 ans (destiné à prolonger un autre contrat arrivant à expiration en 2016) concerne en particulier l'entretien de 4 turbines à gaz GE Frame 7EA, utilisées sur les trains de liquéfaction de l'usine Sakhalin LNG, et de 5 turbines GE Frame 5, qui produisent de l'électricité.

Un mémorandum d'entente a par ailleurs été signé entre GE et le gouvernement de Sakhaline, en vue de mettre en œuvre un projet de centrale électrique à Nogliki. Représentant une puissance installée de 60 MW, il prévoit le déploiement de 2 turbines LM2500+G4. Les modalités financières ne sont pas précisées.

## RUSSIE/QATAR

**GNL : la participation qatarie sur Yamal remise en question**

Selon Ahmed Abdulqader al-Ahmed, directeur exécutif de la branche amont de la compagnie Qatar Petroleum International (QPI) cité le 5 mars par *Reuters*, le Qatar s'est retiré des

négociations visant à prendre une participation sur un projet de liquéfaction gazière du groupe pétrolier russe Novatek.

On se souvient qu'en novembre 2011, Mohammed al-Sada, le ministre qatari de l'Énergie, avait fait part de son intention de rejoindre ce projet sur la péninsule de Yamal, et même d'entrer au capital de la compagnie (cf. BIP du 17.11.11). Rappelons que ce développement, situé dans le grand Nord russe et qui intéresse également le français Total (lui-même déjà actionnaire minoritaire, comme on sait), prévoit la mise en valeur des ressources du champ Tambey Sud, à même de produire plus de 15 millions de tonnes/an de gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de 2018.

« Chez QPI, nous regardons les possibilités au cas par cas. Yamal était l'une de ces opportunités », a notamment déclaré Ahmed Abdulqader al-Ahmed, lors d'une conférence sur l'énergie à Doha, pour expliquer ce revirement. En conséquence, Novatek, qui conservera 51 %, est à la recherche d'un nouveau partenaire, aux côtés de Total. Toujours selon Reuters, qui cite une source proche de Novatek, ce partenaire pourrait éventuellement être chinois.

#### ARABIE SAOUDITE

### Succès gazier offshore en Mer Rouge pour Saudi Aramco

Saudi Aramco a annoncé le 5 mars le succès d'un puits d'exploration offshore situé dans les eaux schisteuses du secteur saoudien de la Mer Rouge. Le patron de Saudi Aramco, Khalid Al-Falih, à l'occasion de la conférence HS CERA-Week qui se tenait à Houston aux États-Unis, a fait état d'une « bonne production gazière » sur ce puits. Il a ajouté que la compagnie étatique saoudienne était en train de forer un autre puits dans une zone intra-salifère profonde à partir d'une plate-forme semi-submersible. Les résultats du forage sont attendus ces prochaines semaines. « Les eaux profondes sont très prometteuses pour nous », a-t-il expliqué, sans plus de précisions, ajoutant juste être « heureux » des résultats « extrêmement bons ».

#### IRAK

### PetroChina prêt à collaborer sur West Qurna-1 avec ExxonMobil

La Chine envisagerait de rejoindre ExxonMobil sur le projet de développement du champ géant irakien de West Qurna-1. C'est ce qu'a affirmé le 5 mars Jiang Jiemin, président de la compagnie chinoise PetroChina, cité par Reuters. On se souvient qu'à partir de l'automne 2012, suite aux tensions avec les autorités de Bagdad engendrées par les contrats pétroliers signés par le géant texan dans la province autonome du Kurdistan, ExxonMobil avait envisagé de revendre sa participation de 60 % sur ce champ géant du Sud de l'Irak. En décembre dernier, China National Petroleum Corp (CNPC, dont PetroChina est la branche cotée) semblait tenir la corde, après s'être mis sur les rangs en novembre (cf. BIP du 12.11.12).

Mais désormais, le Premier ministre irakien, Nuri al-Maliki, serait désireux de maintenir ExxonMobil et, selon des sources proches de l'industrie, à offrir des conditions d'exploitations plus avantageuses pour ce champ dont les perspectives de retour semblent bien plus rémunératrices que pour ceux du Kurdistan (au prix, il est vrai, d'un investissement initial de quelque 50 milliards de dollars). Du coup, ExxonMobil étudierait plusieurs possibilités, y compris celle de ne vendre qu'une partie de sa participation sur West-Qurna-1, où sont déjà pompés plus de 400 000 barils par jour.

« Nous sommes prêts à développer conjointement le projet avec ExxonMobil. ExxonMobil a bien accueilli notre participation et le gouvernement irakien soutient également l'éventualité que nous nous joignons à eux sur ce développement », a notamment déclaré Jiang Jiemin, en marge de la session parlementaire annuelle à Beijing. Selon lui, la compagnie chinoise se livre à « une évaluation approfondie » du projet et annoncera sa décision « en temps utile ».

« La valeur de l'actif de l'ensemble du projet est massive, mais les dépenses en capital nécessaires à court terme ne sont pas énormes », a-t-il ajouté, précisant que les parties n'avaient pas encore discuté du détail des participations.

Toujours selon *Reuters*, les deux entreprises discuteraient d'un accord qui permettrait de conserver le statut d'opérateur pour ExxonMobil, sur ce champ dont Royal Dutch-Shell est également partenaire minoritaire, avec 15 %.

## SYRIE

### Hausse de 18 % du prix du carburant

Le prix du litre du carburant a augmenté mardi 5 mars de plus de 18 % en Syrie, alors que les pénuries persistent depuis plusieurs mois dans ce pays touché par une crise économique sans précédent en raison des violences, rapporte le 5 mars la presse officielle. Le prix du litre d'essence est passé de 55 à 65 livres syriennes (0,59 dollar à 0,70 euro), une hausse de plus de 18 %, la deuxième en quatre mois, détaille la presse. Les autorités évoquent des difficultés de transport des dérivés pétroliers à l'intérieur du territoire syrien, ainsi que des actes de sabotage.

Principalement destinée à la consommation intérieure, la production pétrolière syrienne, qui s'élevait avant le conflit à 420 000 barils par jour, a été réduite de moitié. Et les rebelles ont pris le contrôle de plusieurs champs pétroliers dans l'Est du pays. Un mouvement de contestation contre le président Bachar al-Assad a débuté mi-mars 2011 en Syrie avant de devenir un conflit armé qui a fait au moins 70 000 morts en 23 mois selon l'ONU.

## BIRMANIE

### La prospection offshore ouverte aux sociétés 100 % étrangères

Les spécialistes des hydrocarbures intéressés par la prospection en eaux profondes en Birmanie pourront monter des sociétés 100 % étrangères, a indiqué mardi 5 mars le gouvernement birman. Quelque 25 blocs offshore seront soumis à des appels d'offre dès le mois d'avril, a indiqué un haut-responsable. « Il n'y a pas plus de 20 compagnies dans le monde capables d'opérer efficacement dans des blocs en eaux profondes », a expliqué à l'AFP Aung Kyaw Htoo, directeur au ministère de l'Énergie, en marge d'une conférence internationale sur le secteur à Rangoon. « Les compagnies locales ne sont pas assez solides financièrement pour investir dans l'offshore et la technologie leur est à ce stade inaccessible », a-t-il ajouté, précisant que les spécialistes mondiaux pourraient investir 100 % des capitaux nécessaires s'ils le souhaitent.

Chaque compagnie ne recevra que trois blocs au maximum, a ajouté Aung Kyaw Htoo, citant les groupes BP, Woodside Petroleum, Shell et Chevron comme ayant exprimé leur intérêt. Depuis la levée ou la suspension des sanctions l'an passé et alors que l'image du pays a été totalement transformée par les réformes du nouveau régime, les majors s'intéressent à ce pays dont les réserves exactes sont inconnues. Le mois dernier, Naypyidaw a lancé des appels d'offre pour 18 blocs à terre, imposant cette fois la participation de sociétés birmanes.

Les autorités promettent la plus grande transparence dans les procédures et une distribution équitable des richesses issues du secteur, après des décennies de confiscation des dividendes du sous-sol par la junte. Le secteur représente 34 % des exportations du pays et tous les experts pronostiquent une forte croissance dans les années à venir (même si le potentiel réel du pays reste inconnu). Une dizaine d'entreprises étrangères sont actuellement en partenariat avec des sociétés birmanes dans 27 blocs offshore, dont le groupe français Total, installé en Birmanie depuis 1992.



## ÉTATS-UNIS

**Anadarko cède 12,75 % sur Heidelberg pour 860 millions de dollars**

Anadarko Petroleum a conclu un accord avec un partenaire non identifié concernant la vente d'une participation minoritaire sur le développement pétrolier dénommé Heidelberg, dans l'offshore profond du Golfe du Mexique dans le secteur de Green Canyon. Selon un communiqué publié le 5 mars, la transaction (devant être finalisée d'ici à fin avril) représente 860 millions de dollars, pour un intérêt de 12,75 %, la compagnie basée à Houston conservant elle-même 31,5 % en tant qu'opérateur. Selon son *chief executive*, Al Walker, cet accord valorise la participation d'Anadarko sur Heidelberg à quelque 3 milliards de dollars.

Pour rappel, Heidelberg, qui est situé à 225 km au large des côtes de Louisiane par 1 590 mètres d'eau et dont la mise en huile est prévue pour la mi-2016 avec un débit de 80 000 barils/jour (via une plate-forme de type *truss spar* actuellement en construction, dont le contrat a été confié au français Technip), représente un volume de réserves de 400 millions de barils récupérables. Les autres partenaires sont Apache (12,5%), Eni (12,5 %), Statoil (12 %), Cobalt International Energy et ExxonMobil (9,375 % chacun).

## ÉTATS-UNIS

**Exportations de GNL : nouveau projet d'expansion pour Cheniere**

Cheniere Energy a déposé des demandes auprès du gouvernement fédéral afin d'ajouter 9 millions de tonnes/an de capacités supplémentaires d'exportation au terminal GNL (gaz naturel liquéfié) que l'énergéticien américain est en train de construire en Louisiane, sur le site de Sabine Pass, selon des documents de la FERC (la Commission fédérale de régulation de l'énergie) et la déclaration d'un porte-parole du Département de l'Énergie (DoE). Ces demandes font suite à l'intention exprimée par Cheniere de construire un cinquième et un sixième train de liquéfaction. On se souvient qu'en décembre 2012, Cheniere avait conclu un accord avec Total, en vue d'approvisionner en GNL le groupe français, à hauteur de 2 Mt/an sur une durée de 20 ans, à partir du 5<sup>e</sup> train (cf. BIP du 18.12.12).

La dernière demande en date de Cheniere auprès de la FERC constitue en fait un dépôt de dossier initial dont le traitement devrait nécessiter six mois, avant qu'une demande plus formelle auprès du régulateur ne soit exprimée, a indiqué le 5 mars un proche du dossier, cité par *Dow Jones Newswires*. À ce jour, Cheniere est la première compagnie - et la seule - à disposer d'autorisation d'exportation de GNL concernant la partie principale des États-Unis (hors Alaska). Les permis obtenus portent sur des livraisons gazières à destination de pays non détenteurs d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, un marché lucratif qui comprend des acheteurs de GNL aussi importants que le Japon. Entretemps, le DoE a imposé un moratoire sur les approbations de permis d'exportation de GNL, afin d'étudier jusqu'à quel point de telles exportations pouvaient affecter les prix du gaz naturel.

Cheniere a également déposé auprès du DoE deux demandes concernant les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> trains de liquéfaction, l'un visant les pays bénéficiant d'un accord de libre-échange avec les États-Unis et l'autre pour les pays non signataires, a précisé un représentant du Département de l'Énergie. La firme basée à Houston prévoit d'expédier 7,7 Mt/an à partir des deux premiers trains sur Sabine Pass à partir de 2016, et est en attente d'autorisations à hauteur de pour 8,3 Mt/an pour les trains 3 et 4, à partir de 2017.

## ÉTATS-UNIS/JAPON

**Mitsui projette un terminal pétrochimique à Houston**

La maison de commerce japonaise Mitsui & Co a annoncé le 6 mars qu'elle allait construire un terminal pétrochimique à Houston pour 150 millions de dollars, afin d'accompagner la

révolution américaine des gaz de schiste. Le groupe a annoncé que sa filiale américaine Intercontinental Terminals Company allait bâtir ce terminal sur le site texan de Pasadena, près de Houston.

« *Ce projet représentant un investissement d'environ 150 millions de dollars a pour but de [...] répondre à la demande en équipements portuaires de l'industrie pétrochimique américaine, sur fond de révolution des gaz de schiste dans ce pays* », a expliqué Mitsui & Co dans un communiqué. De même source, ce nouveau terminal pétrochimique pourrait entrer en opérations dans le courant 2015. « *Le site de Pasadena est idéal sur le plan logistique car il est à l'entrée du Golfe du Mexique et offre un accès privilégié à de grandes compagnies chimiques installées à proximité* », a souligné Mitsui.

## BRÉSIL

### Extension de la découverte de lara dans le bassin présalifère de Santos

Petrobras a annoncé le 5 mars la présence d'une huile de bonne qualité mis en évidence *via* le forage du puits 3-RJS-706, situé dans la zone de lara sur le bloc BMS-11 dans le bassin présalifère de Santos. Le puits, d'une profondeur totale de 5 260 mètres par 2 197 mètres dans des eaux profondes de 2 197 mètres, est situé à 226 kilomètres au large de la Rio de Janeiro, à 6 km du puits de découverte 1-RJS-656, aussi dénommé Lara.

Il s'agit du quatrième puits foré sur lara et son forage va être poursuivi pour permettre d'identifier les bases des réservoirs de pétrole. Les premiers résultats ont permis de mettre à jour une huile de 28° API dans des réservoirs carbonés de bonne qualité. Petrobras (opérateur, 65 %) a pour partenaire sur ce bloc BG E&P Brasil (25 %) et Petrogal Brasil/Galp Energia (10 %).

## EN BREF

---

**Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg** a annoncé lors d'une visite au salon automobile de Genève que ni la réforme de la fiscalité du gazole, ni une prime de conversion pour sortir les véhicules diesel anciens n'étaient à « *l'agenda* ». « *Il n'y aura rien en 2013 pour permettre à la filière automobile de travailler normalement* », a assuré le ministre. « *Le problème de santé publique lié au diesel est derrière nous et non pas devant nous, c'est un problème lié au parc ancien de véhicules diesel* », a-t-il argumenté, tout en réfutant l'idée d'augmenter la taxe sur le gazole en France, plus avantageuse que celle sur l'essence. « *Ce n'est pas à l'ordre du jour* », a-t-il ajouté.

**NE PAS OUBLIER LA LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE****Les préconisations de la FF3C**

La crise sociale d'octobre 2010 ayant eu de forts impacts sur l'approvisionnement en produits pétroliers avait attiré l'attention des Pouvoirs publics sur la précarité d'un outil pétrolier français qui, en dix ans, avait alors perdu 20 dépôts et 5 000 stations-service. La promesse n'avait pas tardé à suivre d'accorder à l'activité pétrolière la même attention qu'aux autres énergies. Promesse qui semble aujourd'hui bien loin des esprits alors que le débat sur la transition énergétique n'accorde que peu de place aux préoccupations du secteur.

Or, si la transition énergétique suppose « *une substitution progressive et vraisemblablement partielle des hydrocarbures* », celle-ci doit se réaliser sans heurts, plaide la Fédération française des Combustibles, Carburants & Chauffage. Sans attendre la remise des rapports des différents groupes de travail du CNDTE – dont on ignore s'ils seront rendus publics –, la FF3C vient de mettre en ligne sur son site Internet ses « *contributions préliminaires* » aux réflexions du groupe de contact des entreprises de l'énergie. Précédées de quelques chiffres : la distribution d'énergies hors réseaux (carburants vrac, combustibles liquides, gazeux et solides) approvisionne environ 6 millions de foyers, l'ensemble des carburants des secteurs agricoles et des entreprises du BTP (compte non tenu de la distribution en stations-service). Les services logistiques associés assurent la répartition d'environ 12 % de l'énergie finale consommée en France (hors stations-service), soit 19 millions de tonnes équivalent pétrole sur les 155 Mtep consommés tous secteurs confondus. Enfin, le chiffre d'affaires du secteur se situe entre 16 et 18 milliards d'euros.

Quelles évolutions à attendre à l'horizon 2020 ? Le marché des carburants, regroupant la fourniture aux secteurs agricoles, du BTP et des flottes de transport, « *est peu susceptible de modifications significatives* ». Quant à celui du chauffage, il pourrait se contracter de moitié dans les dix ans à venir, soit 2 à 3 Mtep sous l'effet des actions d'efficacité énergétique et du transfert vers des énergies de réseaux. Mais la contraction ne devrait pas voir diminuer aussi fortement les utilisateurs des énergies concernées, fioul domestique et propane. Pour le premier, alimentant 4 millions de logements, la contraction serait en dix ans de 1 million.

Il semble donc que « *l'amoindrissement des capacités de raffinage, de stockages en dépôts primaires et secondaires, risque d'être constaté bien avant la disparition des besoins, particulièrement dans les zones suburbaines et rurales* ». Or, le pétrole, « *nécessaire à la transition énergétique, suppose une logistique qu'il faut maintenir* », un « *maillage cohérent* ». Cette logistique doit donc bénéficier d'incitations au maintien, préconise la FF3C. Elle doit, surtout, ne plus faire les frais de mesures fiscales pénalisantes. À la clé, la garantie d'une réversibilité des choix énergétiques que l'on ne doit pas exclure face aux incertitudes sur les ressources, y compris en énergies renouvelables, observe la Fédération.

**FF3C**

La Fédération Française des Combustibles, Carburants & Chauffage est une organisation professionnelle constituée de plus de 30 syndicats nationaux et territoriaux. Au travers de ces syndicats, la FF3C représente plus de 2 000 entreprises dont l'activité principale est la distribution d'énergies hors réseaux : fioul domestique, carburants en vrac, GPL, bois-énergie,...). Entreprises qui emploient directement environ 18 000 salariés.

**CONSEIL EN ÉNERGIE**

La FF3C, qui s'est impliquée très tôt dans le dispositif des certificats d'économies d'énergie *via* la création d'une structure collective, appelle aujourd'hui à une évolution du système et d'une manière générale à ce que le marché du conseil en énergie soit assaini. Elle remarque en effet qu'il n'existe à ce jour aucun référentiel permettant de s'assurer de la compétence, d'une part, de l'objectif, d'autre part, et enfin de la formation continue des nombreuses entreprises s'affichant expertes du conseil dans le domaine de l'énergie.

Elisabeth Salles

JAN HORST KEPPLER

## « *Les énergies intermittentes menacent la stabilité des approvisionnements électriques* »

Dans une nouvelle étude, l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN) recommande aux décideurs de tenir compte de l'intégralité des coûts systémiques de l'électricité dans leurs choix énergétiques et de les internaliser suivant un principe de « producteur-payeur ». Intitulée « *Énergies nucléaire et renouvelables : Effets systémiques dans les réseaux électriques bas carbone* », cette étude analyse les interactions de plus en plus importantes entre les énergies renouvelables variables et les technologies énergétiques programmables (comme l'énergie nucléaire) à travers leurs effets sur les systèmes électriques. Suite à sa parution, le BIP s'est entretenu avec l'un de ses co-auteurs, Jan Horst Keppler, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine et Directeur scientifique de la Chaire European Electricity Markets, bien connu de nos lecteurs. Il est en outre conseiller senior de la Division du développement nucléaire de l'AEN (Agence pour l'énergie nucléaire) de l'OCDE.

**BIP** Votre étude <sup>(1)</sup> signifie-t-elle définitivement que l'introduction d'énergies renouvelables dans le mix énergétique va d'une part renchérir les coûts et, d'autre part, avoir pour conséquence d'aggraver le bilan CO<sub>2</sub> ?

Ce ne sont pas les énergies renouvelables en tant que telles qui posent problème mais celles qui présentent un caractère intermittent et imprévisible, comme la production d'électricité éolienne ou solaire (à la différence, par exemple, d'une centrale alimentée par de la biomasse ou par géothermie). Ainsi, l'éolien et le solaire engendrent des coûts supplémentaires tout d'abord en matière de raccordement au réseau général - comme par exemple pour les projets de grandes installations au large des côtes mais également à cause de leur caractère diffus et les distances entre centres de production et de consommation -, ensuite pour renforcer les lignes électriques, appelées à devoir supporter des afflux de puissance momentanés.

Il est également nécessaire de prévoir des réserves tournantes et des capacités disponibles, pour assurer l'équilibre du réseau et pouvoir, le cas échéant, satisfaire des pointes de demande en l'absence de soleil ou de vent. Il s'agit là de coûts réels mais qui pourtant ne sont pas assumés par les énergies renouvelables qui en sont la cause.

Dans le même temps, des centrales à gaz sont en train de fermer. Des centrales qui, pour certaines d'entre elles, ne fonctionnent plus que quelques centaines d'heures par an. Or les énergies renouvelables, qui ont des coûts variables très faibles, entraînent les prix vers le bas sur les Bourses électriques. Nous avons même parfois des prix négatifs et pourtant, ces installations continuent de tourner. Ce qui est également le cas pour les énergies conventionnelles programmables car celles-ci, une fois à l'arrêt, présentent des coûts pour leur remontée en puissance (« ramping »). Donc leurs exploitants estiment parfois préférable de les laisser en marche...

**BIP** Est-ce donc un diagnostic sévère qui est porté sur l'éolien et le solaire ?

Pas obligatoirement car les coûts de système dépendent fortement d'éléments tels que les conditions météorologiques et géographiques, de la structure de la demande ainsi que de la structure du parc de production. Vous avez par exemple certaines régions aux États-Unis où les conditions sont particulièrement favorables à la production éolienne et solaire, parce que les vents ou l'ensoleillement y sont réguliers et où les rendements énergétiques atteignent jusqu'à 40 %. En outre, la demande électrique y est maximale vers 12-14 heures, émanant de la mise en marche

<sup>(1)</sup> Titre de l'étude dans sa version d'origine en langue anglaise : "Nuclear Energy and Renewables: System Effects in Low-carbon Electricity Systems" - OECD, Paris, 2012 - ISBN 978-92-64-18851-8 - € 60 - Synthèse disponible en français sur internet à l'adresse suivante : <http://www.oecd-nea.org/ndd/reports/2012/7066-synthese-renouvelables.pdf>

des installations de climatisation. Or c'est aussi le moment où la production solaire est la plus forte.

En comparaison, dans des pays comme la France où l'Allemagne, où déjà le rendement des panneaux photovoltaïques est moindre, le pic de demande intervient avant tout en début de soirée... à une heure où il fait déjà nuit et où la contribution de la production solaire, par définition, est nulle. En conséquence, aux États-Unis, il faut moins de capacités de réserve susceptibles de prendre le relais par rapport à nos pays.

**BtP Mais pour ce qui est des centrales mises en réserve, certaines existent déjà depuis longtemps. Ne peut-on considérer qu'elles sont déjà largement amorties ?**

C'est exact et jusqu'ici, cela nous aide. Il y a effectivement certaines capacités déjà disponibles, parce que l'on a beaucoup investi à une certaine époque, et nous profitons de cet héritage. Mais désormais, des installations existantes doivent fermer car elles ne sont plus rentables. Et il n'y a plus aucun investissement sur celles encore en service. Ceci a des conséquences : dans des périodes récentes comme cela a été le cas en février 2012, les systèmes de production électrique européens ont approché leurs limites, à deux ou trois gigawatts près. Sans vouloir dramatiser, le point de rupture n'était plus très loin et nous allons continuer de nous en approcher si cette tendance persiste et que l'on continue de fermer des centrales au gaz.

À court terme, ce sont les centrales à gaz à cycle combiné qui sont les plus vulnérables car elles présentent des coûts variables élevés (de l'ordre de 60 à 70 euros par mégawattheure). Sur le plus long terme (d'ici 10 à 20 ans), c'est le nucléaire qui se trouve en position de vulnérabilité car les coûts fixes sont plus élevés. C'est donc le gaz qui devrait se voir privilégié sur le long terme. Mais la question est de savoir jusqu'où va aller le court terme...

Actuellement, nous traversons une phase de transition qui peut durer plusieurs années et il est assez difficile d'imaginer l'équilibre à trouver pour parvenir à des systèmes rentables. Cette absence d'équilibre, de repères stables, sur le marché de l'électricité est un réel problème pour les investisseurs, experts et décideurs politiques.

Se pose par ailleurs le problème de la capacité adéquate pour garantir la sécurité des approvisionnements. Vu que les coûts fixes du nucléaire posent un problème sur le long terme, nous commençons à réfléchir sur des formules telles que des « contrats pour différence », en d'autres mots, un concept de tarif garanti pour l'électricité d'origine nucléaire. Au Royaume-Uni par exemple, si le prix de vente s'avère inférieur à ce tarif, c'est le gouvernement qui comble l'écart. Dans le cas inverse, il revient à l'opérateur de reverser l'excédent perçu.

**BtP Il s'agit donc d'un interventionnisme public en matière de capacités ?**

Une réflexion est en cours sur ce thème en Europe. La France réfléchit à la mise en œuvre de mécanismes de financement de capacités. Un décret a été signé en ce sens en décembre 2012. RTE (Réseau de Transport d'Électricité) travaille à son implémentation. Dans le cas de la France, on peut parler d'une approche systémique, dans le cadre d'un marché d'obligations de capacité, auquel chaque opérateur est tenu de participer. D'autres pays ont choisi des voies différentes, comme l'Allemagne où pour le moment, ces obligations de capacités se limitent à des contrats bilatéraux entre quelques opérateurs de centrales à gaz et les opérateurs des réseaux de transport. La presse parle de 3 900 MW en Allemagne du Sud. Une liste de centrales avec « relevance systémique » doit être publiée bientôt.

Mais à moyen terme va se poser la question de savoir comment les différents systèmes pourront cohabiter en Europe. À ce sujet, je me permets d'attirer l'attention de vos lecteurs sur la grande conférence que la Chaire European Electricity Markets organisera le 16 avril prochain à l'Université Paris-Dauphine, qui sera précisément consacrée aux mécanismes de rémunération des capacités en Europe.

**BtP Pour en revenir à votre étude, quels remèdes préconisez-vous ?**

Nous avons identifié à ce jour trois pistes principales. La première consiste à responsabiliser davantage les producteurs d'électricité d'origine renouvelable à partir de sources intermittentes. Cela ne signifie pas obligatoirement la réduction des subventions. Mais ces producteurs doivent internaliser leurs effets de système, pour une meilleure transparence des coûts, payer pour leurs raccordements et être responsables de leur équilibrage (dans le cadre de bandes de fonctionnement garanties).

**BtP Avant d'évoquer les autres pistes, est-ce que ces raccordements ne représentent pas un coût considérable, en particulier lorsque cela concerne les futurs projets géants en offshore ?**

C'est exact, et soit les promoteurs de ces projets sont capables de les assumer, soit ils doivent s'interroger sur l'opportunité de ces projets. Nous assistons à une déconnexion croissante entre un système en train de devenir toujours plus cher, ce que les consommateurs sont prêts à payer et, bizarrement, les prix du marché de gros qui continuent à baisser.

Pour en revenir donc aux autres pistes, il y a aussi la création de mécanismes de rémunération des capacités, ce que j'ai évoqué précédemment. Nous devons également réfléchir aux modalités de soutien aux énergies renouvelables. Pour cela, on pourra substituer les tarifs garantis par des primes qui s'ajoutent au prix de marché. Par exemple, si le prix est de 20, nous dirons que les producteurs recevront 40, s'il est de 30, ils recevront 50 et ainsi de suite, le principe étant que le producteur reçoive toujours un peu plus que le marché. Une alternative serait de financer plutôt la capacité que la production elle-même. Il est évident qu'un système qui produit des prix négatifs n'est pas soutenable.

À tout ceci, j'ajouterais par ailleurs le principe d'une taxe carbone conséquente et prévisible, qui apporterait davantage de visibilité dans le système et permettrait de mettre les technologies décarbonées sur un même pied.

Une autre perspective est offerte par les nouveaux développements technologiques, notamment dans le domaine du stockage énergétique ou dans l'effacement de la demande. Tout ce qui permet, en fait, d'atténuer l'incidence du problème de l'intermittence. Si tel était le cas, la vision de notre étude serait moins sombre. Cela étant, je n'imagine pas de grands sauts technologiques dans le stockage. En revanche, l'effacement et la flexibilité de la demande (surtout au niveau industriel) vont se développer déjà à des échéances très proches, pour nous aider à gérer au mieux l'apport croissant des renouvelables au mix énergétique. Avec, également, l'émergence de ce que l'on appelle « réseaux intelligents » (ou *smarts grids*).

**BtP Quelle est votre opinion à l'égard des micro-centrales - auxquelles on associe parfois précisément le développement des *smarts grids* ?**

Je ne crois personnellement pas trop aux micro-centrales. Tout d'abord parce que cela induit des coûts supplémentaires de raccordement mais aussi parce qu'il n'y a aucune raison objective pour qu'au niveau individuel, cela permette une meilleure adéquation entre offre et demande.

Je préfère en lieu et place privilégier une meilleure intégration au niveau européen, afin de « lisser » les intermittences. Cela me semble plus simple que la production décentralisée. Nous sommes donc favorables à une augmentation des interconnexions entre les différents marchés. Celles existantes ont déjà aidé la France à franchir le cap de l'hiver 2012, en permettant de sécuriser l'approvisionnement. Nous voyons cependant que les interconnexions existantes sont de plus en plus saturées, notamment à cause des flux importants d'électricité d'origine éolienne et solaire.

**BtP Est-ce la fin de l'image de la France en tant qu'exportateur majeur d'électricité ?**

Non, la France demeure exportatrice, notamment en électricité de base sur un mode 24 h/24. En solde, ce sera un peu moins qu'avant. Et elle est amenée à devenir importatrice à certaines périodes critiques, comme les vagues de froid...

**BiP La France, comme vous le savez, vient de s'engager dans un nouveau débat énergétique.****Quelle en est votre perception ?**

Notre étude aspire précisément à devenir l'un des éléments de ce débat. Même si elle n'a pas été précisément élaborée dans cette intention, nous pensons qu'elle se situe au cœur de ce débat. Maintenant, après les premières déclarations, je perçois davantage de prudence et de réalisme de la part de tous ceux qui y prennent part. Ceux-ci se rendent compte que tout changement majeur sera coûteux. On commence également à admettre qu'il n'y aura pas de solution miracle !

Il est bien sûr possible de progresser sur la voie de l'efficacité énergétique, ce qui aura forcément un coût. Mais force est de reconnaître qu'un système basé sur les énergies renouvelables est un système cher. Davantage en tout cas que celui dont nous disposons à ce jour. Entre le nucléaire et les ENR, le nucléaire revient moins cher au niveau des coûts de production, notamment au niveau du système dans son ensemble.

**BiP Ce point est tout de même contesté par ceux qui affirment que certains coûts, comme celui des déchets, de leur entreposage et du démantèlement ultérieur des installations sont minorés ?**

La Cour des Comptes s'est penchée sur le dossier et a identifié des provisions importantes pour le stockage, l'entreposage et le démantèlement. On peut toujours discuter si les sommes citées sont entièrement suffisantes, notamment dans un contexte en permanente évolution. Cependant, affirmer d'emblée que tous les coûts n'ont pas été incorporés n'est pas correct.

**BiP N'y a-t-il pas eu malgré tout une prise de conscience de la part de l'opinion publique, selon laquelle ces coûts supplémentaires sont inévitables ?**

Oui, le consensus allemand, jusqu'ici, consistait à dire que ce prix - celui de l'*Energiewende*, la transition énergétique allemande, qui dépasse de très loin la seule sortie du nucléaire - valait le coup d'être payé. Mais même en Allemagne, il y a un seuil critique. Et si l'on va au-delà du niveau des 53 euros par mégawatt-heure qui constitue la contribution au financement des énergies renouvelables, ce consensus va se fissurer. C'est bien pour cela que les récentes déclarations de Peter Altmaier, le ministre fédéral de l'Environnement, vont dans le sens d'un plafonnement de la contribution précisément à ce niveau : le signe que le consensus évoqué est fort mais pas inébranlable !

J'ajouterai, pour conclure sur l'étude, que l'un de ses points clés porte précisément sur la nécessaire transparence des coûts. En résumé, ce qui nous sauve aujourd'hui est que nous avons surinvesti par le passé. Mais au fur et à mesure que les capacités ferment, nous nous dirigeons vers une menace sur la sécurité des approvisionnements énergétiques. Et il faut être conscient de ce qu'une centrale intermittente - j'insiste sur le mot - ne contribue que très peu à la sécurité d'approvisionnement électrique. Elle peut même s'avérer un vrai problème, sinon un danger pour la soutenabilité du système. Sachant que cette incidence n'est pas non plus la même selon que la part des renouvelables dans le mix énergétique représente 10 % ou 30 % de l'ensemble. Et en ce domaine, l'augmentation des coûts est exponentielle.

Dans l'état actuel des technologies et des comportements du côté de la demande, il y a probablement un seuil technique et économique de la production intermittente à ne pas franchir, que nous estimons entre 30 à 35 % de la production électrique.

**Propos recueillis par Daniel Borja**

## FÉVRIER 2013

	Février 2013 (Moyenne)	Janvier 2013 (Moyenne)	Variation
WTI (Nymex) - \$/bl	95,50	94,83	+0,7 %
Gaz naturel (Nymex) - \$/MBtu	3,305	3,350	-1,3 %
Brent (IPE - \$/bl	116,35	112,32	+3,6 %
Gazole (ICE) - \$/t	999,87	959,00	+4,3 %

**Fracturation hydraulique en Allemagne – Marges de raffinage – Départ de Steven Chu – Bruno Léchevin à la tête de l'Ademe – Petroplus – Gaz de houille – Réforme du Code minier – TIGF – Qualité de l'air – Énergies renouvelables – Déficit énergétique de la France – Gazprom – Résultats 2012 – Gazprom – Indépendance énergétique – PPL Brottes – Rapport CRE sur les marchés de détail – Dispositif des CEE – Rénovation énergétique**

### VENDREDI 1<sup>ER</sup>

- Dans un nouveau rapport, « *The Sustainable Energy in America 2013 Facebook* », Bloomberg New Energy Finance montre à quel point le paysage énergétique des États-Unis est « *dynamique et en rapide évolution* », non seulement du fait de l'augmentation de la production d'hydrocarbures mais aussi grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique.
- Le Bundesrat, chambre haute du Parlement allemand, adopte une résolution en vue d'imposer une étude d'impact et une consultation publique avant toute opération de fracturation hydraulique dans l'un des 16 Länder en Allemagne.
- Des marges de raffinage plus confortables et une amélioration des performances de leurs activités pétrochimiques permettent à ExxonMobil et Chevron d'annoncer l'une et l'autre des bénéfices meilleurs qu'attendu au 4<sup>e</sup> trimestre (9,95 mds\$ et 7,2 mds\$ respectivement, en hausse de 6 % et 41,4 %). Sur l'ensemble de 2012, ces bénéfices atteignent 44,9 mds\$ pour ExxonMobil et 26,2 mds\$ pour Chevron.
- Barack Obama annonce le départ de son secrétaire à l'Énergie, Steven Chu, qui a décidé de ne pas poursuivre ses fonctions lors du second mandat du président des États-Unis.

### SAMEDI 2

- Le gouvernement proposera au président François Hollande de nommer Bruno Léchevin, actuellement délégué général du médiateur de l'énergie, à la tête de l'Ademe, annonce Matignon dans un communiqué.

### DIMANCHE 3

### LUNDI 4

- À l'issue d'une rencontre entre l'intersyndicale du site et les conseillers du Premier ministre, Matignon estime que les chances de succès de trouver un repreneur pour le site Petroplus de Petit-Couronne sont limitées.
- Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, plaide de nouveau pour l'extraction et l'utilisation du gaz de houille pour réduire la facture énergétique des industries chimiques, à l'occasion d'une réunion à Lyon du comité stratégique de la filière chimie-matériaux.
- Le bénéfice net de Petrobras a chuté de 36 % en 2012, à environ 21 milliards de reais (10,8 mds\$), indique la compagnie brésilienne dans un communiqué.



**MARDI 5**

- À la surprise générale, après le pessimisme affiché la veille par Matignon, cinq candidats se manifestent pour la reprise de Petit-Couronne, dont un groupe égyptien qui n'avait pas auparavant manifesté son intérêt. Deux de ces offres « *paraissent sérieuses et financées* », indique le ministère du Redressement productif.
- Total a décidé de vendre TIGF à un consortium constitué par EDF, qui l'a emporté grâce à une offre à 2,4 mds€ contre le groupement rival mené par la Caisse des Dépôts, indique-t-il dans un communiqué.
- Le bénéfice net de BP a été divisé par plus de deux en 2012, à 11,582 mds\$, contre 25,7 mds\$ en 2011, en raison notamment de l'amende record de plus de 4,5 mds\$ qui lui a été infligée par les autorités américaines pour la marée noire de 2010 dans le Golfe du Mexique.

**MERCREDI 6**

- Énième coup de théâtre pour les 470 salariés de Petit-Couronne qui apprennent, en comité d'entreprise, que les offres de reprise ne sont pas recevables en l'état. Arnaud Montebourg réagit sans tarder : « *ce n'est pas à la direction de juger les offres. Seul le tribunal (de commerce) jugera du sérieux* » des offres de reprise, indique-t-il.
- Le gouvernement présente en conseil des ministres les grands axes de la réforme du Code minier, dont l'adoption est désormais prévue en automne, et non en mai comme l'avait annoncé la ministre Delphine Batho.
- Le gouvernement présente 38 mesures d'urgence pour la qualité de l'air, dont l'une vise à bannir des routes les véhicules les plus polluants lors des pics de pollution.
- Dans un entretien au *BIP* et à *Enerpresse*, le président du Syndicat des énergies renouvelables, Jean-Louis Bal, prévient qu'en l'état actuel des choses, « *ce n'est pas une part de 23 % d'énergies renouvelables que nous atteindrons en 2020, mais plutôt de 17 à 18 %* ».
- La commission des Affaires économiques du Sénat rejette à nouveau le texte devant notamment instaurer un bonus-malus sur les consommations d'énergies de réseau, un texte pourtant largement remanié avec l'aide du gouvernement.
- Total annonce la signature avec la République de Chypre de deux contrats de partage de production pour les blocs 10 et 11 situés en offshore au Sud-Ouest de l'île.

**JEUDI 7**

- Le déficit énergétique de la France a représenté 69 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de 10,6 % sur un an.
- Les ministres français et allemand de l'Environnement signent à Paris une déclaration commune relative à la création d'un office franco-allemand pour les énergies renouvelables, qui se substituera au bureau de coordination énergies renouvelables créé en 2011 entre les deux pays.
- Le gouvernement s'engage derrière la candidature égyptienne au rachat de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne et tente de faire taire les critiques sur sa gestion du dossier en appelant à donner du temps aux repreneurs potentiels pour parfaire leurs projets.
- Statoil a vu son bénéfice net reculer de 12,5 % en 2012, à 12,6 mds\$, indique-t-il dans un communiqué.

**VENDREDI 8**

- Le groupe russe Gazprom prévoit une chute de 15 % de son bénéfice net pour l'année 2012, à 7-8 milliards de roubles (38 milliards de dollars), sur fond de baisse de sa production, selon des chiffres rapportés par les agences russes.

- L'instrument pour la connexion de l'Europe (CEF – *Connecting Europe Facility*) est un des grands perdants du marathon budgétaire qui s'achève à Bruxelles. Ce fonds a un chapitre consacré aux infrastructures énergétiques, initialement doté de plus de 9 milliards d'euros. Il en reste un peu plus de 5 mds dans le futur budget européen pour la période 2014-2020.
- Selon Yvon Scornet, un porte-parole de l'intersyndicale de la raffinerie de Petit-Couronne, Shell serait prêt à négocier une contribution financière contre un arrêt du blocage de ses stockages de gaz de pétrole liquéfié par des salariés grévistes de la raffinerie. Sollicité par le BIP, Shell dément de son côté s'être engagé à toute promesse.
- Une production intérieure en recul et une consommation quasi-stable : le taux d'indépendance énergétique de la France a perdu un point l'an dernier, selon la dernière note de conjoncture énergétique du CGDD. Il s'établit à 48,5 %.

### **SAMEDI 9**

---

### **DIMANCHE 10**

---

### **LUNDI 11**

---

- Le groupe de distribution et de stockage Rubis annonce une hausse de 20 % de son chiffre d'affaires au quatrième trimestre, à 725 millions d'euros, porté par la progression de ses volumes et par ses dernières acquisitions.
- Selon le p-dg de Lundin Petroleum, « *l'évaluation médiane actuellement la plus probable des ressources de Johan Sverdrup sur la licence PL501 se situe dans la moitié basse de la fourchette précédemment annoncée allant de 800 à 1 800 millions de barils équivalent pétrole* ». Statoil, qui opère la licence concernée, annoncera dans le courant de l'année une estimation actualisée des ressources, a-t-il précisé.
- Le consortium Freeport LNG Expansion annonce avoir signé un accord de 20 ans avec BP portant sur la vente de 4,4 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, soit l'équivalent de la capacité de production du 2<sup>e</sup> train prévu dans l'usine de l'île de Quintana, près de Freeport, au Texas.
- Technip baptise officiellement son navire le plus récent à Vigo, en Espagne. Le *Deep Orient*, nouveau navire de construction de taille moyenne, sera dédié aux projets de construction et de pose de conduites flexibles sous-marines.

### **MARDI 12**

---

- Dans son discours sur l'état de l'Union, Barack Obama promet d'accélérer l'attribution de nouveaux permis pétroliers et surtout gaziers. D'autre part, il assure qu'il légifèrera lui-même par décrets sur le climat en cas d'opposition du Congrès à ce sujet.
- L'OPEP relève ses prévisions de demande de brut pour 2013, en s'appuyant sur les signes d'une reprise économique mondiale et un hiver particulièrement rigoureux dans certaines régions, selon son rapport mensuel.
- L'espagnol Cepsa et l'algérien Sonatrach exercent leur droit de préemption sur le projet du belge Fluxys d'acquérir les 20 % d'Iberdrola et les 12 % d'Endesa dans le gazoduc *Medgaz* reliant l'Algérie à l'Espagne.

### MERCREDI 13

---

- Total annonce pour 2012 un bénéfice (part du groupe) en baisse de 13 %, à 10,7 milliards d'euros, mais son bénéfice net ajusté a, au contraire, grimpé de 8 %, à 12,4 mds€. Le chiffre d'affaires atteint 200,06 Mds€, également en progression de 8 % sur 2011. Lors de la conférence de presse de présentation de ces résultats, Christophe de Margerie indique que son groupe est en bonne voie pour atteindre une production de quelque 3 millions de barils équivalent par jour en 2017, contre 2,3 Mbep/j en 2012.
- Le président russe Vladimir Poutine demande à son gouvernement d'ouvrir à la concurrence les exportations de gaz naturel liquéfié, actuellement réservées à la compagnie étatique Gazprom.
- Yamal LNG, co-entreprise associant Novatek (80 %) et Total (20 %), est en pourparlers avec cinq compagnies européennes pour vendre 50 % de ses futurs volumes de GNL, déclare Christophe Thomas, expert GNL de Total en Russie.
- Rosneft et ExxonMobil décident d'élargir leur collaboration dans le cadre de leur accord stratégique de coopération conclu en 2011. Cette collaboration va inclure une zone d'exploration additionnelle d'environ 600 000 km<sup>2</sup> dans l'Arctique russe et une participation potentielle de Rosneft dans le projet Point Thomson, en Alaska.

### JEUDI 14

---

- La production de bruts non conventionnels de types sables bitumineux, huiles extra-lourdes et schistes devrait plus que doubler d'ici à la fin de la décennie, pour atteindre 5,753 millions de barils par jour, estime la société de recherche et de conseil GlobalData dans une nouvelle étude. En 2011, ces bruts ont compté pour 3,2 % du total de la production pétrolière mondiale.
- La production mondiale d'huile de schiste pourrait ajouter jusqu'à 2 700 mds\$ à l'économie mondiale chaque année d'ici à 2035, en réduisant le prix du brut de près de 50 \$/bl, selon un rapport de PricewaterhouseCoopers. Cette production pourrait ainsi atteindre 14 Mb/j, soit 12 % environ de l'extraction totale, contre 1 % aujourd'hui.
- Le Sénat adopte en nouvelle lecture la proposition de loi PS dite Brottes, mais après l'avoir vidée de sa principale mesure, à savoir faire payer un bonus-malus sur la facture d'énergie.
- EDF a pris des initiatives pour être un peu plus présent dans l'exploration-production, indique son p-dg, Henri Proglio, lors de la conférence de presse de présentation des résultats 2012. Le groupe est en train d'élaborer un mode de financement de type fonds dédié, qui lui permettrait d'accélérer ses activités en la matière, tout en limitant les capitaux engagés.
- Les tarifs du gaz de GDF Suez devraient baisser de moins de 0,5 % au 1<sup>er</sup> mars, après une première baisse d'un demi-point en février, indique à l'AFP une source proche du dossier.

### VENDREDI 15

---

- La Norvège lance un nouveau round d'attribution de licences sur son plateau continental. Les compagnies intéressées ont jusqu'au 11 septembre 2013 pour soumettre leurs offres.
- Le gouvernement britannique donne son feu vert au plan de développement du champ de brut lourd Mariner présenté par Statoil et ses partenaires. D'un coût estimé à plus de 7 mds\$, ce projet est le plus important nouveau développement offshore au Royaume-Uni depuis plus d'une décennie.
- Le groupe italien ENI annonce un bénéfice net ajusté de 7,13 mds€ sur l'ensemble de l'année 2012, en hausse de 27 % par rapport à 2011.
- Le président de la compagnie indienne GAIL confirme qu'elle a fait une offre non-engageante aux côtés d'EDF sur certains actifs GNL de l'espagnol Repsol. Un troisième partenaire serait impliqué, dont l'identité n'est pas mentionnée.

## **SAMEDI 16**

---

- « *Je promets une réglementation législative (sur la fracturation hydraulique) avant les législatives (prévues à l'automne prochain) et que le débat sera mené dans une atmosphère raisonnable et apaisée* », déclare le ministre allemand de l'Environnement, Peter Altmaier.

## **DIMANCHE 17**

---

## **LUNDI 18**

---

- La Commission de Régulation de l'Énergie publie son premier rapport sur le marché de détail français de l'électricité et du gaz naturel.
- Statoil et ses partenaires Total et Det Norske ont attribué un contrat de 823 M€ conjointement à Daewoo Shipbuilding et Aker Solutions, en vue de construire les parties supérieure de la plate-forme d'exploitation de Dagny, en Mer du Nord norvégienne, indique le groupe norvégien.
- La société LightSail Energy annonce avoir finalisé une 2<sup>e</sup> levée de fonds à laquelle a participé principalement Total Energy Ventures, l'entité de Capital Développement du groupe pétrolier français. Créée en 2009, LightSail Energy développe une technologie de rupture basée sur des principes thermodynamiques pour permettre le stockage de très grandes quantités d'électricité sous forme d'air comprimé.
- Total, avec Peugeot cette fois, vont unir leurs capacités d'innovation autour d'un projet novateur : la 208 Hybrid FE, un véhicule associant plaisir de conduite à de faibles émissions de CO<sub>2</sub> (49 g/km), annonce le premier.
- Conditions météorologiques mais aussi crise économique sont à l'origine d'une nouvelle baisse de 3,2 % des livraisons de carburants routiers en janvier 2013 par rapport au même mois de 2012, selon les derniers chiffres du CPDP.

## **MARDI 19**

---

- Auditionné par la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale au sujet de la réforme du Code minier, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, plaide pour l'exploitation de gaz de houille, et suggère de confier à une société publique la recherche sur les techniques d'extraction du gaz de schiste. « *Je ne suis pas favorable à un financement public de ces études car je considère que les compagnies pétrolières ont les moyens de financer elles-mêmes leurs propres recherches sur les techniques de forage* », déclare de son côté Delphine Batho dans un entretien à paraître le 20 février dans *Le Progrès de Lyon*.
- Lors du débat mensuel *BIP-Enerpresse*, le président du plan Bâtiment durable, Philippe Pelletier, laisse prévoir la publication « *avant la fin du mois* » du plan de rénovation énergétique des logements promis par François Hollande.
- Bloquée depuis presque un an, la procédure en vue de l'éventuelle attribution de permis de recherches d'hydrocarbures en France semble reprendre : en témoigne la publication, au *Journal officiel de l'Union européenne*, d'un certain nombre de demandes qui vont ainsi être mises en concurrence pendant 90 jours.
- La ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, annonce le lancement de la phase préparatoire à la troisième période des certificats d'économies d'énergie, qui démarrera le 1<sup>er</sup> février 2014. Elle indique également que, sur sa proposition, le Premier ministre a saisi la Cour des comptes pour qu'elle procède, d'ici à fin avril 2013, à une évaluation de l'efficacité, de l'efficacités et de la gouvernance du dispositif.

- L'israélien Delek, notamment présent en France depuis le rachat des activités de ventes de détail de BP, envisage la possibilité de vendre « *tout ou partie* » de ses actifs européens, indique-t-il dans un communiqué.
- BP et l'indien Reliance Industries annoncent leur intention d'investir 5 mds\$ pour développer l'exploitation du plus important champ gazier indien, KG-D6, situé dans la Baie du Bengale, au cours des 3 à 5 prochaines années.
- Maurel & Prom qualifie dans un communiqué de rumeurs des informations de presse sur un possible rachat de la compagnie pétrolière française, qui ont provoqué une forte hausse de son titre le 18 février.

### **MERCREDI 20**

---

- La Commission de régulation de l'Énergie indique avoir constaté, depuis le 9 février, un creusement des prix des échanges de gaz au comptant entre les deux principales zones françaises de commerce gazier, les points d'échange de gaz (PEG) Nord et Sud. Selon ses données, le prix au PEG Sud a dépassé à plusieurs reprises les 32 € par MWh, alors que le prix au Nord restait stable, autour de 27 €.
- Vallourec fait état d'un bénéfice net en baisse de 46 % pour 2012, à 217 M€. Son chiffre d'affaires s'est, en revanche, maintenu à 5,3 mds€ (+ 1 %).
- Primagaz est « *la première entreprise à obtenir l'autorisation de fournir du gaz naturel liquéfié par camions sur le territoire français* », annonce-t-elle dans un communiqué.

### **JEUDI 21**

---

- L'extraction offshore du pétrole et du gaz dans l'Union européenne ne devrait être autorisée que si l'entreprise peut soumettre au préalable des plans d'intervention d'urgence et prouver sa capacité à réparer tout dommage causé à l'environnement, selon un accord conclu entre le Parlement européen et la présidence de l'UE.
- Technip se montre optimiste pour 2013 après avoir de nouveau engrangé des résultats record en 2012, supérieurs aux attentes, avec un bénéfice net de 539,7 M€, en progression de 6,4 %, pour un chiffre d'affaires de 8,2 Mds€, en hausse de 20,4 %.
- L'américain Linn Energy annonce le rachat de son compatriote Berry Petroleum pour un montant de 4,3 mds\$.
- Pour la ministre de l'Écologie, Delphine Batho, l'alignement progressif de la fiscalité du gazole sur celle de l'essence est une question de santé publique avant d'être une question de recettes fiscales et est « *incontournable* », indique-t-elle sur *BFM-TV*.
- Le dispositif des CEE se révèle fortement incitatif pour réaliser des travaux de rénovation énergétique, montre une enquête commandée par la société Économie d'Énergie et l'Ademe à TNS Sofres.
- Selon la présidence argentine, Total et Wintershall vont investir sur cinq ans quelque 2,1 mds\$ pour accroître la production de gaz en Argentine de 12 millions de mètres cubes/jour.

### **VENDREDI 22**

---

- Les tarifs du gaz de GDF Suez baisseront bien de 0,3 % le 1<sup>er</sup> mars, annonce la CRE. Cette baisse est « *conforme à la formule tarifaire* », indique la Commission de Régulation de l'Énergie.

### **SAMEDI 23**

---

## **DIMANCHE 24**

---

## **LUNDI 25**

---

- Selon une information du *Wall Street Journal*, les autorités américaines envisagent de proposer au groupe BP de verser 16 milliards de dollars pour mettre un terme aux poursuites civiles liées à la marée noire de 2010 dans le Golfe du Mexique. Le procès s'ouvre ce lundi aux États-Unis.
- La baisse de la demande énergétique liée à la crise économique a permis à l'Union européenne de gagner du temps face au problème posé par des installations peu fiables et coûteuses, mais qui ne fait que retarder un renouvellement inévitable qui pourrait coûter jusqu'à 1 000 mds\$, selon le cabinet IHS Cera.
- Les investissements dans les champs d'hydrocarbures en Mer du Nord britannique ont représenté 13,1 Mds€ en 2012, soit le niveau le plus élevé depuis 30 ans, et devraient atteindre un record cette année, indique la fédération du secteur Oil & Gas UK.
- Le groupe américain Chesapeake fait état de la vente de la moitié de ses intérêts dans un gisement de gaz et de pétrole en Oklahoma au chinois Sinopec, pour un montant de 1,02 md\$.
- Statoil annonce la mise en production du gisement de Hyme, en Mer de Norvège, sur lequel GDF Suez est présent à hauteur de 20 %.

## **MARDI 26**

---

- Repsol annonce la vente d'une partie de son activité GNL à Shell pour 6,65 milliards de dollars. Les activités en question sont réparties au Canada, au Pérou, à Trinidad-et-Tobago et en Espagne.
- Gazprom fait état de la signature d'un accord d'une durée de 20 ans avec Levant LNG Marketing Corp en vue d'acheter de manière exclusive le GNL qui sera produit à partir du gaz des champs offshore israéliens Tamar et Dalit.
- Le gouvernement allemand présente une proposition visant à encadrer l'extraction de gaz de schiste, afin d'éviter tout impact sur l'environnement de la technique controversée de la fracturation hydraulique.
- « *Nous aurons, pour la troisième période, un doublement des obligations et donc du niveau des certificats d'économies d'énergie* », indique la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Delphine Batho, lors d'un débat organisé le soir à l'Assemblée nationale sur les dispositifs d'efficacité énergétique et de maîtrise de la demande dans le bâtiment. Elle annonce, d'autre part, pour le 6 mars une présentation en conseil des ministres de la transposition de la directive européenne sur l'efficacité énergétique. Et pour le 11 mars le vote à l'Assemblée nationale de la PPL Brottes.

## **MERCREDI 27**

---

- Les autorités norvégiennes revoient à la hausse de 15 % les réserves d'hydrocarbures estimées du pays grâce à des ressources additionnelles de près de 2,5 milliards de barils équivalent pétrole identifiées dans le Sud-Est de la Mer de Barents et dans les eaux au large de l'île de Jan Mayen.
- Shell annonce qu'il renonce pour cette année à faire des forages en Alaska, où il assure toutefois vouloir reprendre ses activités à l'avenir.
- La production américaine de pétrole a dépassé 7 millions de barils par jour en rythme mensuel pour la première fois depuis 20 ans, indique l'Energy Information Administration. L'agence a en effet revu à la hausse son estimation du débit pour novembre 2012, à 7,013 Mb/j au lieu de 6,893 Mb/j, niveau encore dépassé en décembre avec 7,030 Mb/j.

- De nouveaux avis au public sont publiés au *JO* concernant plusieurs demandes de permis d'hydrocarbures en France.

## **JEUDI 28**

---

- « *2012 est une année majeure pour l'histoire de GDF Suez* » : c'est en ces termes que Gérard Mestrallet entame la présentation des résultats de son groupe, à savoir un bénéfice net part du groupe en recul de 61 % à 1,55 md€, du fait de 2 mds€ de dépréciations liées essentiellement aux actifs européens. Les autres indicateurs sont en revanche bien orientés et conformes aux objectifs du groupe, notamment le chiffre d'affaires (+ 7 %, à 97 mds€) et le bénéfice d'exploitation (EBITDA, + 3 %, à 17 mds€). GDF Suez a été clairement transformé l'an dernier, combinant « *la flexibilité et la dimension internationale* », indique Gérard Mestrallet, soulignant le « *caractère unique du modèle d'entreprise* » profilé pour aller chercher la croissance là où elle est.
- CGG table sur une croissance d'environ 25 % de son chiffre d'affaires en 2013 par rapport aux 3,4 mds\$ enregistrés en 2012 (+ 7 %). Le groupe parapétrolier est sorti du rouge l'an dernier, avec un bénéfice net de 91 M\$, à comparer à une perte de 14 M\$ un an plus tôt.
- Parmi les accords conclus à l'occasion de la visite à Moscou du président François Hollande figure la création d'une co-entreprise entre Technip et la société d'État russe Rostekh pour la production d'hydrocarbures.
- Le *Journal officiel* publie le décret très attendu sur la double valorisation du biogaz (électricité et injection).
- Gilles Ricono, directeur général des services de la région Bretagne depuis 2004, succède à Pierre Cunéo en tant que directeur de cabinet de Delphine Batho, annonce le MEDDE. De son côté, Paquita Morellet-Steiner, directrice de cabinet adjointe, sera chargée à ses côtés, entre autres, de la réforme du code minier.

# Évolution et projection de l'offre/demande mondiales de pétrole

Source : AIE – Monthly Oil Market Report (Février 2013)

En Mb/j	2011	4T12	2012	1T13	2T13	3T13	4T13	2013
<b>DEMANDE</b>								
Amérique du Nord	24,0	23,9	23,8	23,6	23,6	23,8	24,0	23,8
Europe	14,3	13,8	13,8	13,4	13,3	13,7	13,7	13,5
Pacifique	8,1	8,7	8,5	9,1	7,9	8,0	8,4	8,3
<b>Total OCDE</b>	<b>46,4</b>	<b>46,3</b>	<b>46,0</b>	<b>46,1</b>	<b>44,7</b>	<b>45,5</b>	<b>46,1</b>	<b>45,6</b>
Ex-URSS	4,4	4,7	4,6	4,6	4,6	4,8	4,9	4,7
Europe	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Chine	9,2	10,1	9,6	9,9	9,8	9,9	10,3	10,0
Asie (autres)	11,0	11,6	11,4	11,6	11,7	11,4	11,8	11,6
Amérique Latine	6,3	6,7	6,5	6,4	6,6	6,9	6,8	6,7
Moyen-Orient	7,4	7,5	7,6	7,3	7,9	8,3	7,7	7,8
Afrique	3,3	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,6	3,5
<b>Total non-OCDE</b>	<b>42,4</b>	<b>44,7</b>	<b>43,8</b>	<b>43,9</b>	<b>44,9</b>	<b>45,6</b>	<b>45,8</b>	<b>45,1</b>
<b>DEMANDE TOTALE</b>	<b>88,8</b>	<b>91,0</b>	<b>89,8</b>	<b>90,0</b>	<b>89,6</b>	<b>91,1</b>	<b>91,9</b>	<b>90,7</b>
<b>OFFRE</b>								
Amérique du Nord	14,6	16,5	15,8	16,6	16,6	16,7	17,1	16,8
Europe	3,8	3,3	3,5	3,4	3,2	3,1	3,3	3,2
Pacifique	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5
<b>Total OCDE</b>	<b>18,9</b>	<b>20,4</b>	<b>19,8</b>	<b>20,6</b>	<b>20,3</b>	<b>20,4</b>	<b>21,0</b>	<b>20,6</b>
<b>Offre non-OCDE</b>								
Ex-URSS	13,6	13,8	13,7	13,8	13,7	13,4	13,6	13,6
Europe	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Chine	4,1	4,3	4,2	4,2	4,3	4,2	4,2	4,2
Asie (autres)	3,6	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5
Amérique Latine	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3
Moyen-Orient	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Afrique	2,6	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4
<b>Total non-OCDE</b>	<b>29,9</b>	<b>29,8</b>	<b>29,5</b>	<b>29,8</b>	<b>29,6</b>	<b>29,5</b>	<b>29,7</b>	<b>29,6</b>
Gains de raffinage	2,1	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Autres biofuels	1,9	1,9	1,9	1,6	2,0	2,3	2,1	2,0
<b>Total non-OPEP</b>	<b>52,8</b>	<b>54,2</b>	<b>53,4</b>	<b>54,1</b>	<b>54,1</b>	<b>54,4</b>	<b>55,0</b>	<b>54,4</b>
<b>OPEP</b>								
Production de brut OPEP	29,9	30,9	31,4	-	-	-	-	-
Production de LGN OPEP	5,8	6,3	6,2	6,3	6,3	6,6	6,6	6,4
<b>Total OPEP</b>	<b>35,7</b>	<b>37,2</b>	<b>37,5</b>	-	-	-	-	-
<b>OFFRE TOTALE</b>	<b>88,4</b>	<b>91,4</b>	<b>90,9</b>	-	-	-	-	-
<b>VARIATION DES STOCKS ET DIVERS</b>								
Industrie	- 0,2	- 0,5	0,2	-	-	-	-	-
Gouvernements	- 0,1	0,0	0,0	-	-	-	-	-
<b>Total OCDE</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,5</b>	<b>0,2</b>	-	-	-	-	-
Stock. flottants/pétrole en transit	- 0,1	0,1	0,0	-	-	-	-	-
Autres et divers	0,0	0,8	0,9	-	-	-	-	-
<b>Total Vari. de stocks et divers</b>	<b>- 0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	-	-	-	-	-
Appel brut OPEP + Stocks	30,3	30,5	30,3	29,7	29,1	30,1	30,4	29,8